



Vanessa Patois-Clerc
Anne Masson
Géraldine Huguet
Benjamin Levrey
Experts-comptables
Commissaires aux comptes
Damien Dubrez
Jean-François Fiardet
Experts-comptables

Association OFFICE DE TOURISME DU PAYS HORLOGER

Siège social : 5 place D. Parrenin

25210 LE RUSSEY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale de l'Association OFFICE DE TOURISME DU PAYS HORLOGER,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

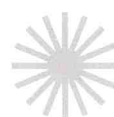
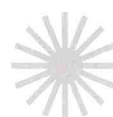
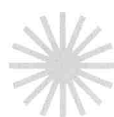
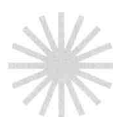
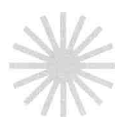
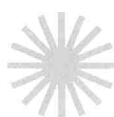
Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

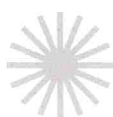
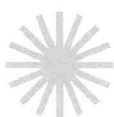
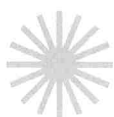
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.



Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

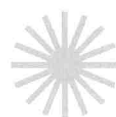
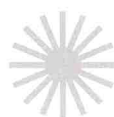
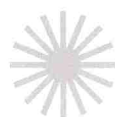
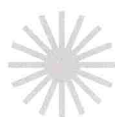
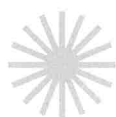
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.



Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Besançon, le 30 avril 2024

ACE, Commissaire aux Comptes,

Vanessa PATOIS CLERC

Présidente

Commissaire aux comptes associée

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles	43 910	27 392	16 518	9 175
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	5 792	1 549	4 243	
Autres immobilisations corporelles	38 118	25 843	12 275	9 175
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières	16 296		16 296	15 990
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	15 696		15 696	15 390
Prêts				
Autres immobilisations financières	600		600	600
Total I	60 205	27 392	32 813	25 165
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	652		652	621
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	652		652	621
Avances et acomptes versés sur comm	1 302		1 302	48
Créances	32 041		32 041	43 937
Usagers et comptes rattachés	1 109		1 109	5 659
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	30 931		30 931	38 277
Divers	165 923		165 923	192 311
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	160 540		160 540	188 799
Charges constatées d'avance	5 384		5 384	3 512
Total II	199 918		199 918	236 917
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	260 123	27 392	232 731	262 082



Bilan



	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	78 310	148 245
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	78 310	148 245
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	74 083	
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	74 083	
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-11 189	4 148
Situation nette (sous-total)	141 204	152 393
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	141 204	152 393
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		254
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 280	20 253
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	45 270	46 609
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	17 828	18 143
Produits constatés d'avance	3 150	24 432
Total IV	91 527	109 690
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	232 731	262 082

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	7 325	31 685
Ventes de biens et de services	39 706	14 000
<i>Ventes de biens</i>	1 612	984
<i>Ventes de prestations services</i>	38 094	13 016
Produits de tiers financeurs	306 128	280 566
Concours publics et subventions d'exploitation	291 779	279 386
<i>Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	2 349	1 180
Contributions financières	12 000	
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges		344
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	15	787
TOTAL I	353 174	327 382
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	1 268	1 007
Variations de stock	-31	-232
Autres achats et charges externes	115 338	93 958
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	3 732	2 479
Salaires et traitements	191 807	176 591
Charges sociales	49 035	46 203
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 502	4 723
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	853	36
TOTAL II	366 504	324 765
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-13 330	2 617
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	2 146	1 533
Repr. / provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
TOTAL III	2 146	1 533
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	5	2
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV	5	2
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 141	1 531
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-11 189	4 148
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charge		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		

Compte de résultat



	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	355 320	328 915
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	366 509	324 767
EXCEDENT OU DEFICIT	-11 189	4 148
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	1 354	
Prestations en nature		
Bénévolat	780	
TOTAL	2 134	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	780	
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole	1 354	
TOTAL	2 134	

Règles et méthodes comptables



Désignation de l'association : OFFICE DE TOURISME DU PAYS HORLOGER

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 232 731 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 11 189 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 08/03/2024.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Le rôle, le positionnement et la stratégie de l'Office de Tourisme du Pays Horloger repose sur un socle de valeurs partagées par ses adhérents, acteurs du tourisme du Pays Horloger, visant à répondre aux enjeux et défis liés aux mutations des activités touristiques et à renforcer l'attractivité et le développement économique du territoire en capitalisant sur l'existant.

Ses missions s'articulent autour de trois valeurs qui sont : la solidarité, le partage et la qualité.

L'association a pour objet de promouvoir et d'animer l'activité touristique, culturelle et de loisirs sur le territoire du Pays Horloger.

L'Office de Tourisme du Pays Horloger assume, par délégation du PETR du Pays Horloger, les missions d'accueil et d'information des touristes et habitants du territoire, ainsi que la promotion touristique du Pays Horloger en cohérence avec le Comité Départemental du Tourisme et le Comité Régional du Tourisme. Il contribue à coordonner les interventions des différents partenaires du développement touristique local.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, fondations et fonds de dotation

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur .

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.



Règles et méthodes comptables

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Titres de participations et autres titres immobilisés

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Notes sur le bilan




Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 372	4 720	2 300	5 792
- Installations générales, agencements aménagements divers		2 258		2 258
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	41 415	4 866	10 422	35 859
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	44 787	11 844	12 722	43 910
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	15 390			15 696
- Prêts et autres immobilisations financières	600			600
Immobilisations financières	15 990			16 296
ACTIF IMMOBILISE	60 777	11 844	12 722	60 205

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :



	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		11 844		11 844
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		11 844		11 844
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		12 722		12 722
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		12 722		12 722

Notes sur le bilan



Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 372	477	2 300	1 549
- Installations générales, agencements aménagements divers		165		165
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	32 240	3 859	10 422	25 677
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	35 612	4 502	12 722	27 392
ACTIF IMMOBILISE	35 612	4 502	12 722	27 392

Notes sur le bilan



Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 38 025 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :	600		600
Autres	600		600
Créances de l'actif circulant :	37 425	37 425	
Créances Clients et Comptes rattachés	1 109	1 109	
Autres	30 931	30 931	
Charges constatées d'avance	5 384	5 384	
Total	38 025	37 425	600

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	629
Autres créances	29 922
Disponibilités	1 714
Total	32 265

Notes sur le bilan



Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	148 245			69 935	78 310
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves		4 148	69 935		74 083
Report à Nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	4 148	-4 148		11 189	-11 189
Situation nette	152 393		69 935	81 124	141 204
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	152 393		69 935	81 124	141 204

Il a été procédé sur cet exercice au reclassement en deux comptes distincts des fond propres à l'origine de l'association pour 78 310 € en compte 102000 et ceux acquis au cours de l'existence de l'association en compte 106200 (cumul des résultats) pour 74 083 €

Notes sur le bilan



Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 91 527 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 280	25 280		
Dettes fiscales et sociales	45 270	45 270		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	17 828	17 828		
Produits constatés d'avance	3 150	3 150		
Total	91 527	91 527		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				
(**) Dont envers Groupe et associés				

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 566
Dettes fiscales et sociales	24 770
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Total	33 336

Notes sur le bilan



Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	5 384
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	5 384

Produits constatés d'avance

	Montant
Produits d'exploitation	3 150
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total	3 150

Notes sur le compte de résultat



Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire
Honoraire de certification des comptes : 4 422 euros
Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation
Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation			291 779			291 779
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						291 779

Autres informations



Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 34 654 euros.

* Organe de direction : 34 654 euros.

Il s'agit du montant des rémunérations bruts annuels

Contributions volontaires

Les contributions volontaires correspondent aux heures de bénévolat des membres de l'office ainsi que les dons de marchandises en natures.

Contributions volontaires 2 023

Heures bénévoles 95.25

Valorisation 11.65

Total 1 109.66

Taux de charges 0.22

Total 1 353.79

Marchandises données 780.00

Total général 2 133.79



Vanessa Patois-Clerc

Anne Masson

Géraldine Huguet

Benjamin Levrey

Experts-comptables

Commissaires aux comptes

Damien Dubrez

Jean-François Fiardet

Experts-comptables

Association
OFFICE DE TOURISME DU PAYS HORLOGER
5 place D. Parrenin
25210 LE RUSSEY

Exercice clos le 31 décembre 2023

RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES



Vanessa Patois-Clerc

Anne Masson

Géraldine Huguet

Benjamin Levrey

Experts-comptables

Commissaires aux comptes

Damien Dubrez

Jean-François Fiardet

Experts-comptables

Association OFFICE DE TOURISME DU PAYS HORLOGER

Siège social : 5 place D. Parrenin

25210 LE RUSSEY

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

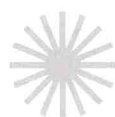
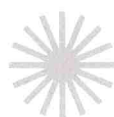
A l'Assemblée Générale de l'Association OFFICE DU TOURISME DU PAYS HORLOGER,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons
notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été
données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous
avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans
avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence
d'autres conventions

Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce,
d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur
approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard
de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes
relative à cette mission.



CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application de l'article L 612-5 du Code de Commerce.

Besançon, le 30 avril 2024

ace, Commissaire aux Comptes,

Vanessa PATOIS CLERC

Présidente

Commissaire aux comptes associée

